

Biguglia, le 26 juillet 2023

V. Réf. :

N. Réf. : L9770/MOT/CCoZ02022312

*Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Corse*

Objet : ***Réponse à la demande de compléments dans le cadre d'un examen au cas par cas pour un projet de construction d'un hangar avec places de parking, au lieu-dit Macchia di Cervi, sur le territoire de la commune de San-Gavino-di-Carbini (références F09423P054), à l'attention de M. Axel CAPELLE***

Affaire suivie par : *Maximilien OTTOMANI*

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, les éléments de réponse à la demande de compléments adressée le 19 juin :

« Des informations sont attendues sur la période et les modalités prévues pour en limiter les incidences »

Ce projet étant au stade d'obtention de l'ensemble des autorisations préalables, nous ne disposons pas à ce jour du calendrier de réalisation des travaux. Toutefois, de manière générale, nous proposons d'éviter l'intervalle entre mi-mars et septembre, période de reproduction de l'avifaune et des amphibiens, pour les travaux de coupe de végétaux et de terrassement.

Le Dossier au Titre du Code de l'Environnement (« Dossier Loi sur l'Eau) étant désormais achevé, nous vous prions de bien vouloir trouver ce document, joint au présent courrier de réponse. Ce dossier comporte une notice d'incidences du projet et l'exposé des mesures compensatoires.

Concernant les modalités prévues pour limiter les incidences, nous proposons, de manière générale :

- le maître d'ouvrage limitera au strict minimum l'emprise totale du chantier. L'ensemble des opérations de travaux (stationnements, cantonnements, aires de livraisons et stockages des approvisionnements, aires de fabrication, de livraison ou de stockage des matériaux, aires de manœuvre, aires de tri et stockage des déchets, etc...) se dérouleront au sein de cette emprise ;
- un plan délimitant les différentes zones du chantier, les itinéraires de circulations ainsi que les modalités d'organisation de chaque zone sera mis au point par le responsable chantier lors des phases préparatoires du chantier ;
- des consignes de sécurité spécifiques au chantier seront établies pour éviter tout accident, de type collision d'engins ou retournement ;



CETA
ENVIRONNEMENT

- en cas d'utilisation de sanitaires de chantier, ils seront équipés d'un dispositif de fosses étanches pour la récupération des eaux usées ;
- les milieux aquatiques (cours d'eau, fossés, dépressions humides, sources, etc...) seront cartographiés et balisés avant le début des travaux. La qualité de ces milieux sera ensuite préservée ;
- limiter le ruissellement d'eau chargée en MES vers les milieux aquatiques et zones humides ;
- tout rejet, brûlage ou enfouissement dans le milieu naturel de produits polluants sera formellement interdit. Les entreprises prendront les dispositions permettant d'éviter ce type de rejet : récupération et traitement dans un centre agréé notamment. Aucun dépôt de déblais, de déchets divers ou de matériel ne sera toléré en dehors des emprises autorisées ;
- les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs en vigueur à la date de notification du marché et de chaque renouvellement annuel pour la gestion des déchets de chantier. Les entreprises devront s'assurer que le personnel soit formé à la gestion des déchets et particulièrement à la gestion des déchets dangereux ;
- des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets, etc...) ;
- des arrosages d'eau au sol seront régulièrement pratiqués en période sèche afin d'éviter l'envol de poussières ;
- une procédure de gestion des pollutions accidentelles sera mise en place dès la phase préparatoire du chantier. Les incidents et les mesures correctives prises devront être signalés dans le cahier de vie du chantier. En cas de pollution accidentelle avérée, une procédure d'intervention adaptée aux différents contextes de risques sera mise en place pour anticiper tout incident environnemental susceptible de générer une atteinte du sol et des eaux. Cette procédure pourrait comprendre les mesures curatives suivantes :
 - le retrait immédiat des terres souillées ;
 - la mise en œuvre de technique de dépollution des sols et des nappes dans les zones à faible coefficient de perméabilité pour bloquer la propagation de la pollution et la résorber ;
 - les eaux de ruissellement seront dépolluées par écrémage et filtrées avant le rejet au milieu naturel.
- les moyens de maîtrise des pollutions accidentelles potentielles seront disponibles sur chantier ou mobilisable dans un délai compatible avec le risque (kits antipollution, produits absorbants, boudins absorbants, barrages flottants, etc...) ;
- si de l'extraction de terre doit être évacuée du site, on veillera à ce que son devenir n'étende pas l'impact du projet au-delà du site, dans d'autres espaces naturels ;
- tout traitement chimique (produits phytosanitaires, insecticides, etc...) sera proscrit lors de la réalisation des travaux ;
- la dépose de produits et de matériaux dangereux ou polluant sera effectuée dans le respect le plus strict de la réglementation et des recommandations en vigueur ;
- les produits polluants (produits d'entretien des engins, carburant, lubrifiant, etc...) seront stockés sur des rétentions couvertes, fermées en dehors des heures de fonctionnement du chantier pour éviter tout risque d'intrusion et de pollution suite à un acte de malveillance. Les zones de chantier seront par ailleurs interdites au public ;
- les matériels de chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur. Les entreprises devront veiller au maintien en bon état de leur matériel afin de respecter la réglementation sur la durée du chantier.

« Des informations sont attendues sur les méthodes et outils de défrichage ainsi que le devenir des déchets verts »

Le projet s'implantant au sein d'une zone de forte sensibilité à la Tortue d'Hermann, les méthodes de défrichage à l'engin seront proscrites. Le nettoyage du terrain s'opèrera minutieusement à l'aide d'un outillage léger de type débroussailleuse.

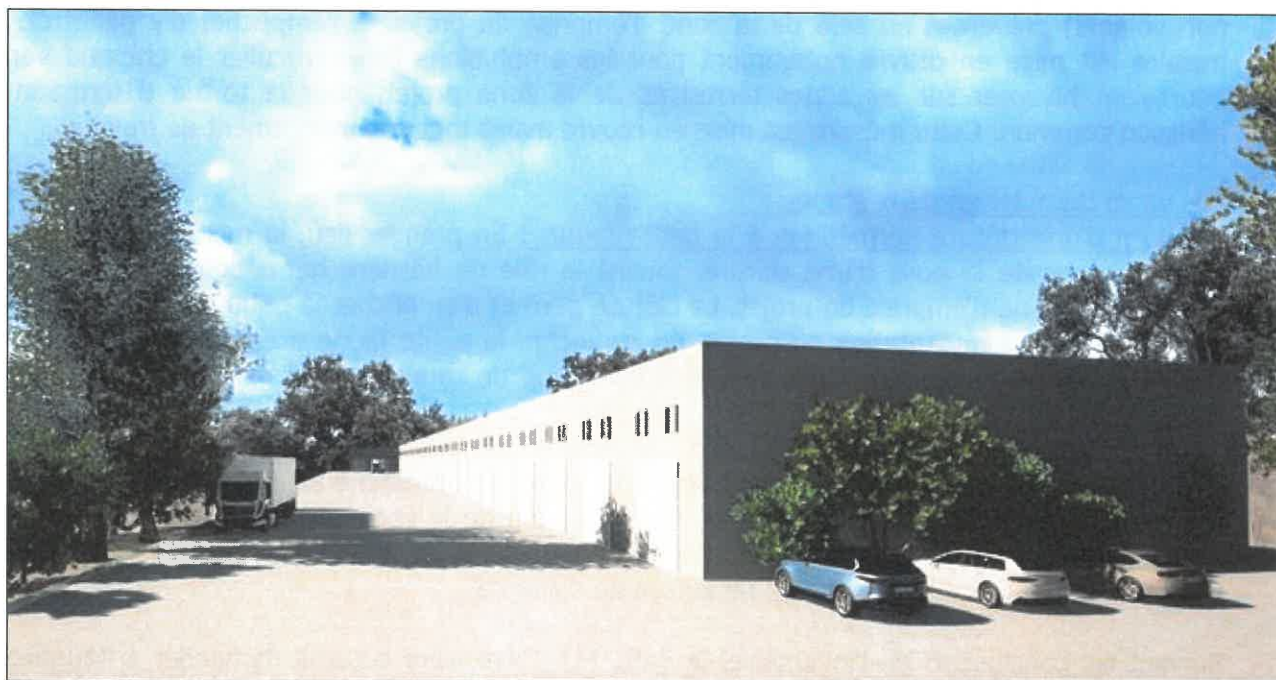
Concernant le devenir des déchets verts, ces derniers seront acheminés en centre de tri où sera évaluée la possibilité de valorisation par compostage.

« Il est nécessaire de compléter le dossier par des photomontages, croquis, esquisses permettant une visualisation de l'insertion paysagère du projet ainsi que des précisions sur le type de hangar envisagé et ses caractéristiques (hauteur, architecture...) notamment au regard des nombreuses habitations implantées à proximité immédiate. Il est également attendu des propositions permettant l'insertion paysagère du projet dans son environnement »

Ce projet étant au stade d'obtention de l'ensemble des autorisations préalables, le dossier de permis de construire est en cours de réalisation.

Le projet porte sur la création d'un hangar qui accueillera 5 locaux d'entreprise. L'activité prévue sur place pourra être du commerce (locaux de type magasins) ou bien des bureaux d'entreprise, ou encore du stockage de matériel. Il n'est pas prévu d'accueillir d'activité de restauration.

Le maître d'œuvre travaille actuellement à la réalisation du dossier de permis de construire.



Insertion paysagère du projet de hangar (point de vue d'Ouest en Est avec maintien d'un maximum de grands arbres)

« Aucune information n'est présentée dans le dossier concernant la gestion des eaux usées et les éventuels effluents des entreprises implantées »

Le projet sera raccordé à un dispositif d'assainissement non collectif. La conception de ce dispositif a été réalisée (réalisation d'une étude hydrogéologique à la parcelle). L'hydrogéologue M. Jean-Thomas CHIARI a remis son rapport le 26/07 (investigations de terrain notamment tests de perméabilité avec saturation préalable conformément au DTU 64-1 réalisées le 18/07). Les

conclusions de cette étude orientent la maîtrise d'ouvrage vers une filière compacte agréée (20 EH) avec réutilisation des eaux usées traitées par irrigation de végétaux non alimentaires avec un dispositif de goutte à goutte enterré (345 ml minimum). Cette étude préalable en cours de réalisation sera soumise au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du SIVOM du Cavu. Un contrat d'entretien de la microstation d'épuration sera réalisé avec l'entreprise l'installera.

« Le projet s'implante au sein d'une zone de forte sensibilité à la Tortue d'Hermann, espèce protégée au niveau national, mais également au sein de la ZNIEFF de type II « Suberaie de Porto-Vecchio ». A ce titre, il est nécessaire de compléter le dossier en proposant des mesures adaptées : diagnostic écologique, accompagnement d'un écologue durant la phase travaux, conservation du fossé existant (représentant un corridor écologique pour plusieurs espèces...) afin de s'assurer de l'absence d'incidence sur la biodiversité en présence »

La SARL MT Carrossiers s'est rapprochée de l'Agence VISU qui propose dans un premier temps de réaliser les inventaires naturalistes, eu égard à la situation du terrain incluse dans la ZNIEFF de type II précitée. Ces inventaires comprennent : l'inventaire de la flore, de l'avifaune, de l'entomofaune, des reptiles et amphibiens, des chiroptères de l'aire de projet, le traitement de toutes ces données sur cartographie, la saisie et le dépôt des données sur DEPOBIO au format SINP (devis en PJ).

D'une manière générale et suivant les conclusions de l'inventaire, le sauvetage de la petite faune au sein de la zone d'emprise du projet pourrait constituer une solution intéressante. Cette mesure consiste à enlever toutes les espèces protégées de petite faune (amphibiens, reptiles, mammifères non volants) présentes au sein de la zone d'emprise du projet et l'empêcher d'y pénétrer. Cette mesure est mise en œuvre notamment pour les amphibiens (en particulier le crapaud vert) qui pourraient hiverner sur les zones terrestres de la zone projet, pour la tortue d'Hermann et le hérisson commun. Cette mesure est mise en œuvre avant tout commencement de travaux.

Elle va se dérouler en deux étapes :

1 - Pose d'une clôture hermétique à la petite faune : En premier lieu, la mise en œuvre de cette mesure nécessite la pose d'une clôture, jouant le rôle de barrière hermétique à la petite faune, entourant la zone d'emprise du projet. La clôture permet d'empêcher la petite faune de pénétrer au sein de la zone d'implantation du projet. En revanche, la petite faune présente, au sein de l'enclos créé, sera emprisonnée. C'est pourquoi une opération de sauvetage est mise en œuvre en second lieu.

2 - Sauvetage de la petite faune : Plusieurs passages de recherche et de capture, à des périodes favorables pour la détection de la petite faune au sein de la zone clôturée, seront réalisés afin de capturer (à l'aide d'une épuisette) les individus enfermés et de les relâcher en dehors de l'enclos, à proximité du lieu de capture (moins de 200 m de distance).

Suivant les conclusions de l'inventaire, la SARL MT Carrossiers pourrait demander à l'Agence VISU l'accompagnement au cours de la phase travaux.

« Le projet étant situé au sein de la zone sensible archéologique de San-Gavino-di-Carbini, veuillez m'indiquer si des investigations préventives ont été réalisées »

La servitude de protection du patrimoine archéologique applique la Loi du 27 septembre 1941 relative à la réglementation des fouilles archéologiques modifiées par la Loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 sur l'archéologie préventive.

« Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des



CETA
ENVIRONNEMENT

éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique conformément à la loi du 2001-44 du 17 janvier 2001 et son décret d'application n°2002-89 ».

Afin d'éviter les difficultés inhérentes à une intervention tardive du service régional de l'archéologie, il est recommandé aux maîtres d'ouvrages de soumettre leurs projets d'urbanisme à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Corse. Cette procédure permet de prendre en compte les risques archéologiques dès la phase d'élaboration des avant-projets.

Le maître d'œuvre va prendre contact avec les services de la DRAC.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Maximilien OTTOMANI
Ingénieur de projets

Guy-René TOMASINI
Porteur du projet

SARL MT CARROSSIERS
Lot U Paesani - Route de Porra
20137 Porto-Vecchio
Tél : 33 (0)4 95 28 35 68
Mail : mtcarrossiers@gmail.com
Siret : 331 718 650 00020

